

Convention collective départementale

IDCC : 984. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES ET CONNEXES
(EURE-ET-LOIR)
(27 juillet 1978)**

(Etendue par arrêté du 23 novembre 1979,
Journal officiel du 25 janvier 1980)

■ *Journal officiel* du 18 juillet 2009

**Arrêté du 10 juillet 2009 portant extension d'un avenant à la
convention collective des industries métallurgiques, mécaniques
et connexes d'Eure-et-Loir (n° 984)**

NOR : MTST0916297A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 23 novembre 1979 et les arrêtés successifs, notamment
l'arrêté du 10 juin 2009, portant extension de la convention collective de tra-
vail des industries métallurgiques, mécaniques et connexes d'Eure-et-Loir du
27 juillet 1978 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'avenant du 27 février 2009, relatif à la prévoyance complémentaire, à
la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 26 mai 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du
3 juillet 2009,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés
compris dans le champ d'application de la convention collective des indus-
tries métallurgiques, mécaniques et connexes d'Eure-et-Loir du 27 juillet 1978,

tel que modifié par l'avenant du 9 février 1994, à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'avenant du 27 février 2009, relatif à la prévoyance complémentaire, à la convention collective susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 juillet 2009.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du travail,

J.-D. COMBREXELLE

Nota. – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/17, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.